

<https://www.economiedistributive.fr/Quelle-guerre>



Quelle guerre ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1170 - décembre 2015 -

Date de mise en ligne : jeudi 7 avril 2016

Date de parution : décembre 2015

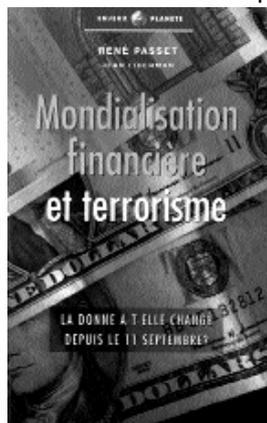
Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La barbarie des assassins du 13 novembre nous a tous atterrés. On a beau avoir compris qu'on vit une fin de civilisation, on ne peut pas ne pas réagir en voyant la violence de cette agonie.

On ne peut pas non plus se résigner au point de cesser de répéter que cette évolution n'est pas une fatalité et qu'un autre monde reste possible... tant qu'on peut l'imaginer. La situation prête pourtant au désespoir. D'abord parce qu'en déclarant « La France est en guerre » les mesures prises par le gouvernement sont semblables à celles du Patriot Act prises par G.W. Bush après le 11 septembre 2001. Ce qui signifie que les échecs successifs de cette politique en Afghanistan, en Irak, en Libye, n'ont pas servi de leçon, que l'escalade de la violence va continuer, menant à de nouveaux échecs, probablement de plus en plus graves.

Croire qu'on va pouvoir régler un conflit en y intervenant par la force est toujours une lourde erreur. Fatale quand ces conflits s'appuient sur des croyances qui remontent à plusieurs siècles, et qu'ils font rage depuis des décennies.

Sans entrer dans les tenants et les aboutissants de ces combats au Proche-Orient, obscurs pour nous, sans chercher à savoir le rôle qu'y joue le commerce du pétrole et des armes, on peut prévoir un double échec de la politique menée par la coalition souhaitée par Hollande. Là-bas, parce que les bombardements, qui ne peuvent pas épargner des civils, vont attiser la haine de ces derniers envers "l'Occident" ce qui les incitera à renforcer l'OEI. Et ici, parce que les mesures policières, s'ajoutant au climat de peur créé par les attentats terroristes, ne peuvent que renforcer la confusion et l'hostilité envers des musulmans qui n'y sont pour rien, ce qui va pousser certains d'entre eux à se retourner contre ceux qui les accusent à tort. On peut s'attendre à voir l'OEI y gagner partout en influence. Nul ne peut affirmer que cette organisation agit pour provoquer précisément ces effets, mais en ripostant de cette façon, la coalition occidentale témoigne d'une absence de réflexion que les échecs de Bush auraient pu leur éviter.



Comment parvenir à la paix ?

Un an après les attentats de New-York, une excellente analyse et des propositions intelligentes avaient été présentées dans un ouvrage signé par René Passet et Jean Liberman. Il s'agit de Mondialisation financière et terrorisme. La donne a-t-elle changé depuis le 11 septembre ? que j'ai résumé dans la GR 1026 (novembre 2002, pp. 5-7). Ces auteurs dénonçaient le fait que la riposte à ces attentats n'avait été qu'une croisade militaire, bafouant les droits de l'Homme et la démocratie, mais rien contre les inégalités, alors que celles-ci constituent ce qui offre au terrorisme les prétextes et les moyens pour agir.

Le terrorisme, expliquaient-ils, est le fruit empoisonné de la mondialisation libérale et il a trouvé son terreau dans le délitement de notre société de marché qui n'a « pas d'autre finalité que l'argent », et dans l'humiliation des déshérités, des déracinés que « l'impossibilité de bâtir un projet de vie conduit à une sorte de fascination de la mort ».

Quelle guerre ?

En imposant au monde la dictature de la finance, les sociétés dominantes ont montré qu'elles sacrifiaient les valeurs humaines sur lesquelles se fonde la démocratie. En n'offrant pas d'autre projet de civilisation que la marchandisation de toutes les activités humaines au mépris de toutes les cultures traditionnelles, elles ont favorisé les poussées de violence intégriste.

Et en libéralisant le commerce, en développant les investissements internationaux, en laissant faire les marchés financiers, tout pouvoir de contrôle des États sur les transactions étant abandonné, elles ont renforcé les réseaux mafieux et permis la globalisation du terrorisme, dont l'argent ne se distingue absolument pas de l'argent "propre".

Une saine réaction contre la barbarie aurait donc dû commencer par une réflexion, par une prise de conscience des causes des inégalités.

Inégalités non seulement entre les puissances qui dictent leur loi et celles qui subissent cette domination capitaliste, devenue insupportable.

Mais aussi au sein de toutes les populations du monde où l'exclusion par le chômage, ôtant toute raison de vivre et d'avoir foi en des valeurs morales, engendre la banalisation de la corruption, de la drogue, de la violence... et des fondamentalismes qui sont évidemment le vivier du terrorisme.

C'est donc à la logique du système qu'il faut s'attaquer, comme l'exprimait Mary Robinson, qui fut Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme : « La sécurité de l'être humain n'est pas une question d'armes, c'est une question de vie et de dignité... qui passe par l'économie, la nourriture, la santé, l'environnement... Le combat contre la terreur doit être... une guerre menée contre le dénuement, la discrimination et le désespoir. »



Or c'est bien cette nécessaire prise de conscience que les citoyens voulaient pacifiquement suggérer aux dirigeants du monde arrivant à Paris le 29 novembre. Mais les multiples manifestations pacifiques qui se préparaient pour alerter sur l'état d'urgence climatique, dont les pays les plus pauvres sont les moins responsables mais sont les plus exposés à ses conséquences ont été interdites... Pour cause "d'état d'urgence".

Comment la quasi-unanimité des élus a-t-elle pu entériner la déclaration d'état d'urgence pour au moins trois mois ?

Rendons hommage, avec reconnaissance, aux services publics en charge de la sécurité : au risque de leur vie, ils sont en alerte permanente, en cas d'attentat, ils portent secours aux blessés avec un dévouement sans faille, et ils emploient tous les moyens dont ils disposent, et qui ne sont jamais suffisants, pour traquer les terroristes et prévenir leurs actes criminels. Dans d'aussi rudes conditions, il est inévitable qu'il y ait des bavures donc prudent de ne pas les faciliter. Or la déclaration d'état d'urgence va bien au-delà de ce qui peut être justifié : parce qu'en plus d'entraîner l'interdiction de manifester et la dissolution d'associations, elle permet aux "forces de l'ordre" de pratiquer interpellations et perquisitions à toute heure, assignations à résidence, arrestations et détentions sans ordre, et sans contrôle de la justice... C'est donc non seulement une atteinte aux Droits de l'Homme et aux libertés, mais en outre un mépris envers la Justice. Et ce qui est très grave, c'est que le premier ministre a montré qu'il était conscient qu'on pouvait douter de la légalité du procédé puisqu'il a osé demander aux parlementaires de ne pas en déférer au Conseil constitutionnel...

Quelle guerre ?

La mobilisation citoyenne était si énorme autour de la COP21 qu'on a assisté à un foisonnement de moyens originaux pour s'exprimer sans enfreindre l'interdiction. Un vaste dépôt de chaussures a symbolisé l'impossibilité de marcher. De nombreuses pancartes individuelles portant des inscriptions souvent spirituelles et éloquentes, telles que : « Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé ! », et : « pour changer le climat, changeons le système », se sont multipliées partout.

Dans d'autres grandes villes que Paris des chaînes humaines se sont formées, à Brest par exemple :

Des panneaux géants ont été brandis à Caen :

À Lille :

L'interdiction d'une manifestation de masse dans un lieu public a donc été acceptée par pratiquement tout le monde, et respectée.

Les grands médias ont pourtant rapporté que des manifestants ont attaqué les forces de police en leur jetant des offrandes (bougies par exemple) déposées place de la République à la mémoire des victimes du 13 novembre, c'est ce qui aurait entraîné ripostes et nombreuses (de l'ordre de 300) arrestations.

Par contre, selon les journalistes de Là-bas si j'y suis la provocation et la violence ne sont pas venues des manifestants. Ils le prouvent sur le net par deux photos (en haut de la page suivante) qui ne semblent pas truquées... Alors, que faut-il croire ? On sait bien que toutes les fois que des citoyens manifestent pacifiquement un mécontentement, il y a des casseurs qui en profitent pour provoquer la violence.

Mais quelle que soit la cause immédiate de ces heurts du 29 novembre, comment ne pas s'étonner que les arrêtés préfectoraux décidant cette interdiction aient expressément précisé qu'elle était imposée aux manifestants qui dénonçaient le danger climatique, mais qu'elle ne s'appliquait pas aux autres manifestations publiques, pas aux grandes foires commerciales telles que les marchés de Noël, et pas non plus aux compétitions sportives ?

Ce "deux poids, deux mesures" n'est pas passé inaperçu. En effet, comment ne pas y voir la confirmation que chez les "décideurs" le souci des aspirations de la population à vivre décemment passe loin derrière celles des entreprises à faire des profits ?

Alors même que se tenait un "sommet de la terre" pour, en principe, protéger l'humanité des menaces climatiques, les négociations des traités bilatéraux (TPP, TAFTA, etc.) se poursuivaient en secret ! Pourquoi ce secret sur des négociations auxquelles participent les lobbyistes des grandes multinationales, mais pas les élus ? Sinon parce que, cela a fini par se savoir, ces traités visent, entre autres effets, à permettre aux grandes entreprises de poursuivre et faire condamner les États qui prendraient des mesures, par exemple pour limiter l'émission de gaz à effet de serre, si elles estimaient que ces mesures pourraient limiter les bénéfices qu'elles en escomptent !

Enfin comment ne pas s'interroger sur le "manifeste pour le climat" que 39 entreprises françaises, dont 10 sont sponsors officiels de la COP21 (Accor, BNP, Carrefour, EDF, Engie, Kering, L'Oréal, LVMH, Michelin et Renault), ont publié le 27 novembre, dans lequel elles se prévalent d'avoir pris des engagements pour lutter contre le dérèglement climatique ?

Le BASIC (Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne) et l'Observatoire des multinationales l'ont fait et en ont tiré le rapport intitulé : Gaz à effet de serre : doit-on faire confiance aux grands groupes pour sauver le

climat ? qui a été publié le 1er décembre.

Il faut le lire (<http://lebasic.com/>), il est édifiant.

En résumé : « Seule une minorité de ces entreprises calcule et déclare ses émissions de gaz à effet de serre de manière transparente et cohérente ; peu d'entre elles évaluent leur empreinte carbone totale depuis les matières premières jusqu'à l'usage de leurs produits. Aucune n'a construit de stratégie globale et vérifiable de réduction de ses émissions sur l'ensemble de sa chaîne de valeur ; plusieurs se cantonnent à des actions ponctuelles sur une proportion restreinte de leurs filières. Et une seule entreprise du panel, EDF, semble réduire ses émissions de gaz à effet de serre en ligne avec les objectifs globaux fixés par la France et l'Union européenne - en partie pour des raisons conjoncturelles. En contrepoint, plusieurs entreprises continuent à augmenter leurs émissions d'année en année ».

Ces multinationales avaient organisé une exposition à Paris, au Grand Palais, pour convaincre qu'il faut s'en remettre à elles, elles sont la solution...

Le public (photo ci-contre) n'y a pas cru.

Il a montré que c'est justement la priorité donnée au profit des entreprises qui est à la base de tous les mécontentements, quelle que soit la façon dont ils s'expriment (abstentions et votes FN compris)...